

« Une mission pour comprendre ce qui s'est passé » : l'enseignement catholique lance un plan sur dix ans contre les violences sexuelles et physiques



Les évêques de France sont réunis en assemblée plénière jusqu'au 9 novembre à Lourdes. ● © LE DEODIC DAVID/SUD OUEST / MAXPPP

Écrit par [Christine Ravier](#) et [AFP](#)

Publié le 06/11/2025 à 11h45

Temps de lecture : 5 mins

[Occitanie](#)



[copier le lien](#)

Les évêques lors de leur assemblée d'automne à Lourdes annoncent qu'une "mission", visant à "comprendre ce qui s'est passé" dans le déclenchement des violences physiques et sexuelles au sein de l'enseignement catholique, va être lancée.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Ma quotidienne régionale

Recevez tous les jours les principales informations de votre région

choisir une région

votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous envoyer la newsletter de votre région. Vous pouvez vous désabonner à tout moment via le lien en bas de ces newsletters. [Notre politique de confidentialité](#)

L'enseignement catholique va lancer une "mission" sur sa feuille de route à l'horizon de dix ans, a affirmé mercredi le nouveau secrétaire général de l'enseignement catholique, Guillaume Prévost, lors d'un point presse à Lourdes (Hautes-Pyrénées) relayé par l'AFP. Elle devrait débuter dans les prochaines semaines, a-t-il affirmé à l'issue d'une rencontre avec les évêques lors de leur assemblée d'automne à Lourdes.

Il s'agirait de "comprendre ce qui s'est passé" dans le déclenchement des violences physiques et sexuelles au sein de l'enseignement catholique, et notamment d'en saisir "la nature systémique", a-t-il ajouté. "Il faut qu'on prévienne l'occurrence de tels crimes (...) et qu'on construise ensemble les garanties qui font que ça n'arrivera plus", a-t-il précisé, plaident pour "une réflexion très profonde sur notre fonctionnement", car ces violences "blessent profondément le projet éducatif chrétien".

"Année traumatisante"

De son côté Matthieu Rougé, nouvel évêque référent pour l'enseignement catholique, a estimé que l'année passée avait été "très traumatisante pour beaucoup d'acteurs de l'enseignement catholique, en raison des traumatismes dramatiques subis par les personnes victimes qui ont été mis au jour et par le discrédit jeté sur l'enseignement catholique en général".

À lire aussi :

[Pédophilie au sein de l'Eglise : un ancien prêtre du diocèse de Tarbes désormais en prison](#)

De fait, les révélations se sont succédées ces derniers mois, dans le sillage de celles commises à l'établissement Notre-Dame de Bétharram.

À lire aussi :

[TÉMOIGNAGES. Nouveau scandale de pédophilie dans l'Église catholique : il raconte son calvaire à Notre-Dame de Bétharram](#)

Ce projet de feuille de route intervient également après le rapport de la commission Sauvé, commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE), qui a révélé en

octobre 2021 un phénomène "massif" et "systémique". Elle évaluait alors à 330.000 le nombre de victimes.

Mais Guillaume Prévost a ajouté : "globalement, il y a une sorte de consensus en France sur le fait que l'enseignement dans sa variété tel qu'il existe contribue à la richesse de propositions éducatives", a-t-il estimé. Les évêques avaient prévu deux sessions consacrées à l'enseignement catholique mercredi, qui ont permis "de faire un tour d'horizon assez large des enjeux", a ajouté l'évêque de Nanterre.

À lire aussi :

[Un ancien abbé, exclu de l'Église, jugé pour viol sur mineur de plus de 15 ans à la cour criminelle](#)

Revenant sur l'audit des 600 internats annoncé au printemps, il a assuré qu'"à l'été 2027, on devrait être en mesure d'avoir passé en revue l'ensemble", d'entre eux. Quant au millier d'inspections annoncées avant l'été par l'ancienne ministre de l'Éducation Elisabeth Borne, l'évêque Matthieu Rougé a assuré que "850 ont eu lieu" et qu'"au début, elles ont été parfois excessivement vigoureuses" mais il ajoute : "j'ai été témoin dans mon propre diocèse d'inspections assez toniques, mais qui ont abouti ensuite à des rapports extrêmement positifs".

"Un changement de culture à opérer"

Olivier Savignac, le président de l'association dédiée aux personnes victimes d'abus sexuels dans l'église "Parler et revivre" y voit un signe positif dans la mesure où des rencontres ont déjà eu lieu avec des associations et collectifs. "L'idée, c'est que les associations et les collectifs puissent être forces de proposition et puissent aiguiller le secrétaire général dans sa mission", explique-t-il.

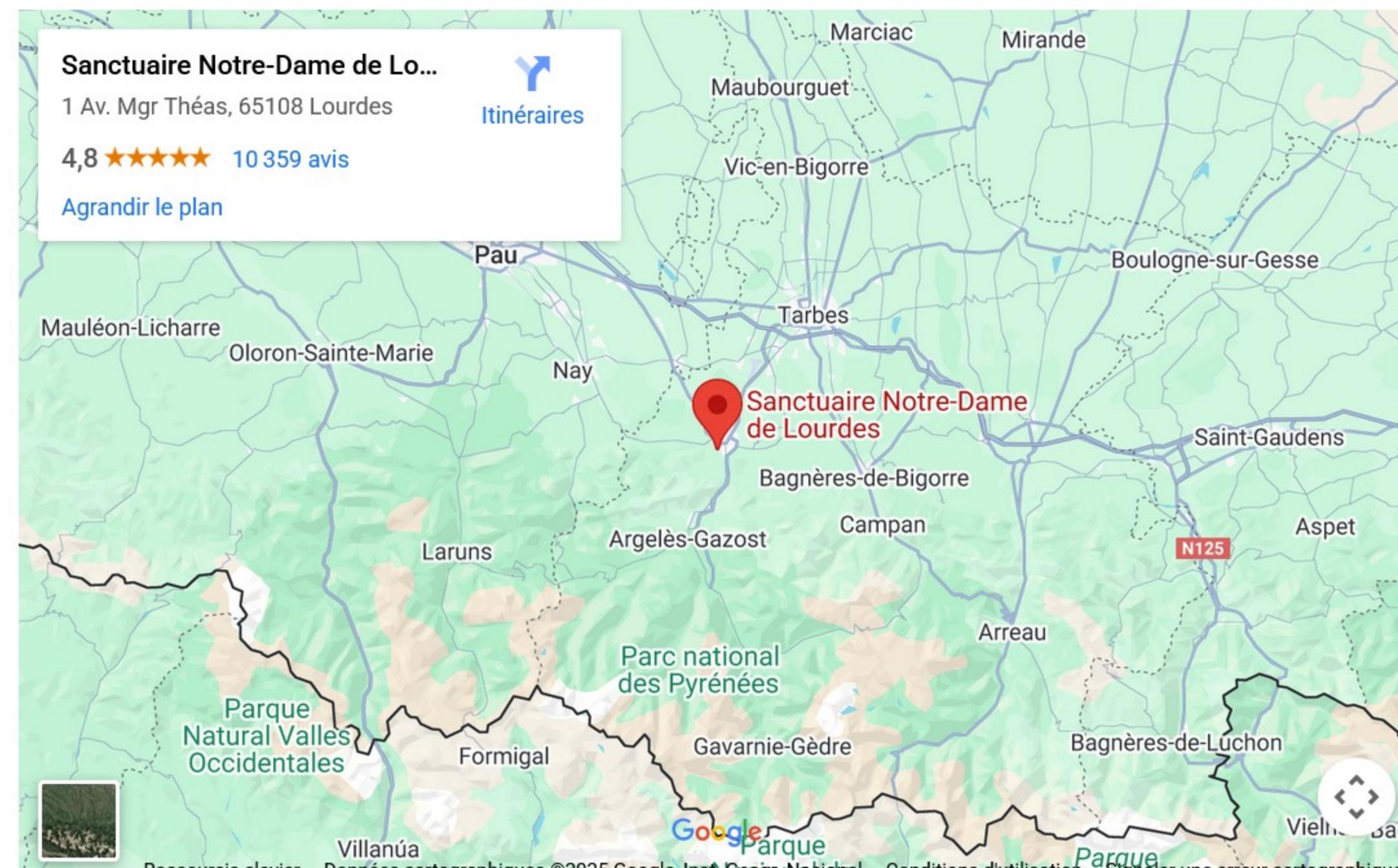
Il acte la volonté de changer les choses au plan national mais voit des obstacles qu'il faudra franchir. Sur le plan hiérarchique, des mesures peuvent être proposées "mais pas imposées aux différentes directions départementales de l'enseignement catholique". Le vrai travail va être de faire en sorte que les directions diocésaines "puissent s'en saisir". "Et ensuite, chacun des établissements car il y a une relative autonomie contrairement à ce qu'il se passe dans l'enseignement public".

À lire aussi :

[TEMOIGNAGES. "C'était notre Cerbère" : nouvelles révélations sur une sœur dominicaine accusée de viol et d'agressions sexuelles par deux anciennes élèves](#)

"Donc, ça veut dire que chaque directeur soit convaincu de la portée des actions menées, précise Olivier Savignac. C'est pour ça qu'une construction à 10 ans, c'est le minimum, parce que, comme ça l'était dans l'église, c'est un changement de culture à opérer". D'autant que la particularité des directeurs d'établissement, c'est que les parents sont leurs clients. Ils payent pour que leurs enfants soient dans ces établissements.

"Et parfois, et ce qu'on voit énormément, nous, en tant qu'intervenants en prévention, et notamment avec le spectacle "L'Enfant du silence", on est resté à la porte des établissements parce que les directeurs, ne voulaient pas trop mettre le doigt sur des choses qui pouvaient les mettre en porte-à-faux avec des parents... On ne peut pas soulever le couvercle des violences intrafamiliales, de peur de créer des tensions entre des parents et des directions d'établissements".



Les évêques de France sont réunis à Lourdes en assemblée plénière jusqu'au 9 novembre. Le cardinal Jean-Marc Aveline, qui succède à Eric de Moulins-Beaufort comme président de la conférence des évêques de France, conduit pour la première fois de son mandat les travaux de l'assemblée.